

commercial multilatéral. Si le sentiment protectionniste engendré par les dislocations économiques est un problème épineux pour tous les gouvernements, y compris le mien, il est néanmoins absolument essentiel que nous répondions à ces pressions collectivement pour réduire au minimum leur incidence négative et éviter de miner le GATT, car cette organisation nous a énormément aidés à promouvoir la croissance économique dans tous les pays, tant développés qu'en voie de développement. Puisque tout affaiblissement sérieux du GATT par des politiques égoïstes n'épargnerait, en fin de compte, personne, le GATT peut et doit donc être renforcé.

Le Canada présidera la Session annuelle de 1982 des Parties contractantes au GATT, qui se tiendra au niveau ministériel en novembre. Selon nous, cette réunion démontrera de façon majeure si nous sommes bien déterminés à maintenir ensemble un système interdépendant.

L'aide au développement

L'intense préoccupation pour les questions économiques internes fait également obstacle à nos efforts pour maintenir les programmes d'aide au développement. Comment devrions-nous donc réagir à l'inévitable raréfaction des ressources et comment répondre aux difficultés inhérentes à l'augmentation des crédits d'aide au développement ?

Nous devrions tous — donateurs nationaux et organismes multilatéraux — rationaliser l'affectation des ressources disponibles pour en maximiser l'effet. Cette sélectivité obligatoire ne donnera des résultats optimaux que si les donateurs privilégient les secteurs où ils ont davantage de compétences et de ressources. Ainsi, le Canada a choisi de concentrer ses efforts dans trois domaines dans lesquels il possède une expérience nationale considérable, à savoir : le secteur agro-alimentaire ; le secteur énergétique, et plus particulièrement l'exploration pétrolière ; et les ressources humaines.

Face à la raréfaction des ressources, nous devrions également tirer parti, de façon rationnelle et opportune, de toutes les occasions de renforcer la coopération. Sous ce rapport, je suis déçu que la question des négociations globales n'ait pas progressé depuis le Sommet de Versailles. Le Canada est en effet d'avis que la résolution de compromis préparée à Versailles constituait une étape importante dans notre recherche d'une formule de lancement de négociations à l'échelle mondiale.

Je regrette donc que cela n'ait pas conduit à de véritables négociations.

Les problèmes économiques sont encore plus contrariants et potentiellement dangereux qu'ils se mêlent à de graves tensions politiques. L'instabilité politique a des conséquences qui débordent de loin le théâtre même du conflit. Ainsi, dans un monde où les distances disparaissent, les vulnérabilités et les tragédies régionales deviennent une source de préoccupation commune.